

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203999]

29 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination en vue d'y instaurer les tests de situation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127, § 1^{er} et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le présent décret transpose partiellement :

- 1° la directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail;
- 2° la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil.

Art. 3. À l'article 3 du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, remplacé par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le 2° est complété par les mots " les responsabilités familiales ";
- 2° au 3°, les mots " l'origine et la condition sociales " sont remplacés par les mots " l'origine ou la condition sociales. ".

Art. 4. À l'article 4 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 13 juillet 2023, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au 5°, les mots " ou l'origine, la condition sociale, le congé thématique, les formules souple de travail et l'absence pour force majeure " sont remplacés par les mots " l'origine ou la condition sociales, les responsabilités familiales ";
- 2° le 19° est complété par les mots " dans le but de s'occuper de membres de leur famille ";
- 3° le 21° est inséré, rédigé comme suit :
" 21° les responsabilités familiales : le fait pour une personne d'avoir demandé ou pris :
 - a) un congé thématique;
 - b) une formule souple de travail;
 - c) une absence pour force majeure. "

Art. 5. À l'article 6 du même décret, remplacé par le décret du 2 mai 2019 et modifié par le décret du 13 juillet 2023, les mots " , y compris de harcèlement sexuel " sont insérés entre les mots " en cas de harcèlement " et les mots " dans les relations de travail ".

Art. 6. À l'article 8 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 13 juillet 2023, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :
" § 1^{er}. Par dérogation à l'article 7 et dans les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 5° à 19°, et § 2, une distinction directe fondée sur l'un des critères protégés visés aux articles 3 et 4, 5°, peut uniquement être justifiée par des exigences professionnelles véritables et déterminantes. ";
- 2° au paragraphe 3, les mots " Conseil économique et social de Wallonie " sont remplacés par les mots " Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ".

Art. 7. À l'article 18 du même décret, remplacé par le décret du 13 juillet 2023, dans le paragraphe 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :

" 4° un signalement fait ou une plainte introduite auprès de l'Institut, du Centre ou d'un des organes visés à l'article 31; ".

Art. 8. À l'article 18/1 du même décret, remplacé par le décret du 13 juillet 2023, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :
" 4° un signalement fait ou une plainte introduite auprès de l'Institut, du Centre ou d'un des organes visés à l'article 31; ";
- 2° dans le paragraphe 4 :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, les mots " ou, avec l'accord du travailleur, l'Institut, le Centre ou un des organes visés à l'article 31 " sont insérés entre les mots " le travailleur " et les mots " ou l'organisation de travailleurs à laquelle il est affilié ";
 - b) le paragraphe est complété par un nouvel alinéa 5, rédigé comme suit :
" Les dommages et intérêts visés dans le présent paragraphe peuvent être cumulés avec les dommages et intérêts visés à l'article 19, § 2. "

Art. 9. À l'article 27/1 du même décret, inséré par le décret du 28 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots " § 1^{er}. " sont insérés avant les mots " En cas d'infraction prévue ";
- 2° dans les paragraphes 1^{er}, 2 et 3, les mots " à l'article 5, § 1^{er}, 3° à 8° et 11° " sont remplacés par les mots " à l'article 5, § 1^{er}, 3° à 19°, et § 2 ".

Art. 10. Dans le chapitre XII du même décret, il est inséré un article 27/2 rédigé comme suit :

“ Art. 27/2. Lorsqu’une amende administrative peut être infligée en vertu de l’article 27/1, § 1^{er}, le fonctionnaire sanctionnateur visé à l’article 1^{er}, 12^o, du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l’emploi et à la recherche scientifique ainsi qu’à l’instauration d’amendes administratives applicables en cas d’infraction à ces législations et réglementations et à l’article 2, § 1^{er}, 13^o, du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu’à l’instauration d’amendes administratives applicables en cas d’infraction à ces législations et réglementations, lorsqu’il l’estime opportun, peut infliger au contrevenant, comme mesure alternative, une prestation citoyenne qui consiste en l’élaboration dans l’année suivant la condamnation par le contrevenant d’un plan de prévention approuvé, selon le cas, par le Centre ou l’Institut, contenant des mesures individuelles et structurelles afin de prévenir toute forme de discrimination. Ces mesures sont spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporelles. ”.

Art. 11. Dans le même décret, un nouvel article 29/1 est inséré dans le chapitre XIII, rédigé comme suit :

“ Art. 29/1. Sans préjudice de l’article 29, par faits qui permettent de présumer l’existence d’une discrimination directe ou indirecte, sont compris, les résultats des tests de discrimination réalisés conformément aux conditions prévues aux articles 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l’emploi et à la recherche scientifique ainsi qu’à l’instauration d’amendes administratives applicables en cas d’infraction à ces législations et réglementations, 10/1 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu’à l’instauration d’amendes administratives applicables en cas d’infraction à ces législations et réglementations ou 42/1 du Code pénal social. ”.

Art. 12. Dans le même décret, l’intitulé du chapitre XVI est remplacé par ce qui suit :

“ Du contrôle et de la surveillance ”.

Art. 13. Dans les paragraphes 1^{er} et 2 de l’article 34 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, les mots “ et 11^o ” sont remplacés par les mots “ et § 2 ”.

Art. 14. L’article 35 du même décret, abrogé par le décret du 12 janvier 2012, est rétabli dans la formulation suivante :

“ Art. 35. § 1^{er} Le département de l’Inspection de la Direction générale opérationnelle de l’Économie, de l’Emploi et de la Recherche du Service public de Wallonie peut recueillir, conserver, traiter ou communiquer les données à caractère personnel des employeurs, de la personne qui s’estime victime d’un acte de discrimination et des autres personnes dans la mesure nécessaire et appropriée pour mener à bien la mission d’utilité publique spécifiée à l’article 10/1 des décrets du 28 février 2019 et les obligations légales en conformité avec le présent décret.

Le traitement de données à caractère personnel a pour finalité principale la lutte contre les discriminations et la mise en oeuvre de tests définis à l’article 10/1, § 2, des décrets du 28 février 2019 précités.

§ 2. Sans préjudice d’autres dispositions légales prévoyant un délai de conservation plus long, les données à caractère personnel traitées conformément au paragraphe 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant pas excéder un an après la cessation définitive des procédures et des recours juridiques, administratifs et extrajudiciaires découlant des constatations dans le cadre des décrets du 28 février 2019 précités. ”.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu’il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l’Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l’Innovation,
du Numérique, de l’Aménagement du territoire, de l’Agriculture, de l’IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l’Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l’Emploi, de la Formation, de la Santé, de l’Action sociale
et de l’Economie sociale, de l’Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l’Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l’Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1711 (2023-2024) N° 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 avril 2024

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203999]

29 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie met het oog op de invoering van situatietests (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt gedeeltelijk, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Dit decreet strekt tot de gedeeltelijke omzetting van:

- 1° Richtlijn 2006/54/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006 betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke kansen en gelijke behandeling van mannen en vrouwen in arbeid en beroep;
- 2° Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad.

Art. 3. In artikel 3 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, vervangen bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° punt 2° wordt aangevuld met het woord "gezinsverantwoordelijkheden";
- 2° in punt 3° worden de woorden "sociale afkomst en status" vervangen door de woorden "sociale afkomst of status".

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 13 juli 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in 5° worden de woorden "of oorsprong, sociale toestand, thematisch verlof, flexibele werkregelingen en arbeidsverzuim wegens overmacht" vervangen door de woorden "sociale afkomst of status, gezinsverantwoordelijkheden";
- 2° punt 19° wordt aangevuld met de woorden "om voor hun gezinsleden te zorgen";
- 3° er wordt een punt 21° ingevoegd, luidend als volgt:
"21° gezinsverantwoordelijkheden: het feit dat een persoon heeft verzocht om of gebruik heeft gemaakt van:
 - a) een thematisch verlof;
 - b) flexibele werkregelingen;
 - c) een afwezigheid door overmacht."

Art. 5. In artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 2 mei 2019 en gewijzigd bij het decreet van 13 juli 2023, worden de woorden "met inbegrip van seksuele intimidatie" ingevoegd tussen het woord "pesterijen" en de woorden "in de arbeidsverhoudingen".

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 13 juli 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. In afwijking van artikel 7 en op de gebieden bedoeld in artikel 5, § 1, 5° tot 19°, en § 2, kan een direct onderscheid op grond van een van de beschermde criteria bedoeld in de artikelen 3 en 4, 5°, enkel gerechtvaardigd worden door reële en doorslaggevende professionele behoeften. ";

- 2° in paragraaf 3 worden de woorden "'Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest)" vervangen door de woorden "'Conseil économique, social et environnemental de Wallonie'" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië)".

Art. 7. In paragraaf 2 van artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 13 juli 2023, wordt punt 4° vervangen als volgt:

"4° een melding of een klacht ingediend bij het Instituut, het Centrum of een van de in artikel 31 bedoelde organen, ".

Art. 8. In artikel 18/1 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 juli 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in paragraaf 2 wordt punt 4° vervangen door hetgeen volgt:

"4° een melding of een klacht ingediend bij het Instituut, het Centrum of een van de in artikel 31 bedoelde organen, ";

- 2° in paragraaf 4:

- a) in het eerste lid worden de woorden "of, met instemming van de werknemer, het Instituut, het Centrum of een van de in artikel 31 bedoelde organen" ingevoegd tussen de woorden "de werknemer" en de woorden "of de werknemersorganisatie waartoe hij behoort";
- b) de paragraaf wordt aangevuld met een nieuw lid 5, luidend als volgt:

"De in deze paragraaf bedoelde schadevergoeding kan worden samengevoegd met de in artikel 19, § 2 bedoelde schadevergoeding. ".

Art. 9. In artikel 27/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 28 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de woorden "§ 1. " worden ingevoegd voor de woorden "In geval van inbreuk op de";

- 2° in de paragrafen 1, 2 en 3 worden de woorden "in artikel 5, § 1, 3° tot 8°, en 11°" vervangen door de woorden "in artikel 5, § 1, 3° tot en met 19°, en § 2".

Art. 10. In Hoofdstuk XII van hetzelfde decreet wordt een artikel 27/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 27/2. Wanneer een administratieve geldboete kan worden opgelegd krachtens artikel 27/1, § 1, wordt de sanctionerend ambtenaar, bedoeld in artikel 1, 12°, van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen betreffende economisch beleid, werkgelegenheidsbeleid en wetenschappelijk onderzoek, evenals de invoering van administratieve geldboetes in geval van overtreding van bedoelde wetgevingen en reglementeringen en in artikel 2, § 1, 13°, van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen, kan de overtreder, wanneer hij dit opportunity acht, als alternatieve maatregel een burgerprestatie opleggen bestaande uit het opstellen, binnen een jaar na de veroordeling van de overtreder, van een preventieplan dat, naargelang het geval, is goedgekeurd door het Centrum of het Instituut en dat individuele en structurele maatregelen bevat ter voorkoming van alle vormen van discriminatie. Deze maatregelen zijn specifiek, meetbaar, haalbaar, realistisch en tijdgebonden."

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk XIII een nieuw artikel 29/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 29/1. Onverminderd artikel 29 omvatten de feiten die aanleiding geven tot een vermoeden van het bestaan van directe of indirecte discriminatie ook de resultaten van discriminatietests die zijn uitgevoerd overeenkomstig de voorwaarden van de artikelen 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen betreffende economisch beleid, werkgelegenheidsbeleid en wetenschappelijk onderzoek, evenals de invoering van administratieve geldboetes in geval van overtreding van bedoelde wetgevingen en reglementeringen, 10/1 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen of 42/1 van het Sociaal Strafwetboek."

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk XII vervangen als volgt:

"Controle en toezicht".

Art. 13. In de Franse versie van de paragrafen 1 en 2 van artikel 34 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden "en 11°" vervangen door de woorden "en § 2".

Art. 14. Artikel 35 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 12 januari 2012, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

"Art. 35. § 1 Het departement Inspectie van het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst kan de persoonsgegevens van werkgevers, van de persoon die zich slachtoffer acht van een daad van discriminatie en van andere personen verzamelen, opslaan, verwerken of meedelen voor zover dit noodzakelijk en gepast is voor de uitvoering van de opdracht van openbaar nut bepaald in artikel 10/1 van de decreten van 28 februari 2019 en de wettelijke verplichtingen overeenkomstig dit decreet.

Het belangrijkste doel van de verwerking van persoonsgegevens is de bestrijding van discriminatie en de uitvoering van de tests die zijn gedefinieerd in artikel 10/1, § 2, van de bovengenoemde decreten van 28 februari 2019.

§ 2. Onverminderd andere wettelijke bepalingen die voorzien in een langere bewaartermijn, worden persoonsgegevens die zijn verwerkt overeenkomstig paragraaf 1 niet langer bewaard dan noodzakelijk is in verband met de doeleinden waarvoor ze worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan één jaar na de definitieve beëindiging van gerechtelijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de bevindingen op grond van de bovengenoemde decreten van 28 februari 2019."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming,
Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1711 (2023-2024) Nrs. 1 tot en met 3

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024

Bespreking.

Stemming.